

Formation CCFD ; Béthune

1 er décembre 2007

« Le développement : une notion qui évolue »

Le développement a toujours été une notion « floue » ou du moins débattue dans ses définitions, problématique dans ses applications, aujourd'hui controversée....Le concept de développement serait-il derrière nous ?

Le CCFD, en se donnant comme thème d'étude pour les 4 ans à venir « le sens du développement », et ses partenaires, qui continuent d'utiliser ce mot, nous invitent à en explorer à nouveau le contenu.

L'ampleur du propos contraint à beaucoup de modestie ; ce survol utilisant en quelques occasions quelques « gros mots », un glossaire a été distribué.

1. aux origines du mot et de la chose

un concept des années 1950-60, sous le signe de la croissance économique

Le terme « développement » apparaît pour la première fois dans un discours du président américain Harry Truman en 1949, quand il évoque l'idée d'aider les régions les moins développées du monde. Il situe d'emblée l'économie au centre de son argumentaire. C'est à peu près à la même époque que le mot entre dans le champ des préoccupations de la science économique (qu'on commence à penser la question en termes scientifiques).

Le développement est tout de suite vu à la fois un résultat et un processus :

- . un résultat parce qu'il décrit un état de fait (la situation économique des pays industriels), ce qui a conduit très vite à définir son corrélat ou son contraire (sous-développement), en termes de besoins insatisfaits, de retards, de manques, de rattrapages ;
- . un processus pqc 'il s'inscrit dans le temps et représente un « ensemble de mutations positives irréversibles »

Dans les deux cas, le développement nécessite la création de richesses : il paraît passer par un accroissement des ressources disponibles.

On a donc très vite mesuré l'état de développement « synthétiquement » par le niveau du PIB /hab (ou revenu per tête) ; et mesuré sa progression par la croissance du PIB d'une année à l'autre. (*glossaire page 1*)

Autrement dit, au départ, même si le développement est conçu comme « l'ensemble des mutations positives (irréversibles) rencontrées par un pays », il est d'abord envisagé comme une affaire économique, et plus ou moins assimilé à la croissance. (il se distingue mal de l'idée de croissance économique)

En simplifiant beaucoup, on distingue deux ou trois courants dans cette réflexion théorique des années 1950-60

- Ceux qui pensent que les PVD doivent franchir certains stades de développement afin de réussir un développement similaire à celui des pays développés ; ces stades seraient les mêmes partout (comme le fait de passer d'une société agricole de subsistance à une

économie industrielle ; W. Rostov dans un livre qui alimenta débats et recherches « Les étapes de la croissance économique », 1958, distingue ainsi 5 phases). Il suffirait donc de créer les conditions favorables à la première phase (le « décollage ») pour amorcer le développement.

- un autre courant met au contraire l'accent sur la spécificité des problèmes de développement qui se posent au « tiers monde », dans un contexte différent de celui qui a présidé à l'essor des pays industriels. Il insiste notamment sur le « dualisme » de l'économie des PSD, et l'existence de déséquilibres « auto-entretenus ou de « goulots d'étranglement » ;
- une variante « tiers-mondiste » plus « militante » focalise surtout sur la dépendance des PSD, conteste la possibilité d'un réel développement dans le cadre de la domination des pays riches et d'un commerce mondial qui exploite les pauvres. L'économie sous-développée est en fait une pièce d'un système capitaliste, où elle tient une place (subordonnée) particulière et exerce des fonctions définies. Il préconise donc une rupture avec le marché mondial et le capitalisme.

Les théories du sous-développement inspirent des politiques du développement (économique) ...

Pour fonder les choix économiques et guider leur route, les PVD ont besoin de quelques repères sur les origines et la nature de leurs difficultés. L'abondante littérature économique des années 1960-70 donne matière à réflexion...

Exemple : Une approche assez commune caractérise le sous-développement par trois critères :

--- ***l'hétérogénéité*** des structures de production (appartenant à des âges économiques différents), et les inégalités sectorielles de productivité qui en résultent ;

= la *juxtaposition* d'un système traditionnel précapitaliste, l'autre moderne, produit par la colonisation et l'intégration (ex. en agriculture : systèmes de production vivriers à faible productivité, avec la houe ... / grande plantation mécanisée ...)

--- ***la désarticulation*** du système économique : c'est-à-dire l'idée que les secteurs économiques, surtout s'ils sont juxtaposés, n'effectuent entre eux que des échanges intersectoriels marginaux : absence de complémentarités, d'effets d'entraînement ou d'intégration.

Exemple : un pays récemment décolonisé, dont l'appareil industriel est composé de « bric et de broc » :

une enclave minière (extraction et acheminement vers un port, sans valorisation du minerai sur place),

ou bien une industrie de base récente, mais sans marché intérieur suffisant ni industries

biens intermédiaires, qu'il faut donc importer ..., et :

quelques industries de consommation finale, dépendantes de l'extérieur, qui traduisent un « effet de démonstration » (diffusion de normes et de schémas de consommation occidentaux, pendant la colonisation)

En outre, certains secteurs sont constitués par qq grandes entreprises étrangères dont les centres moteurs sont extérieurs ; le PVD est intégré dans une stratégie qui est celle de la firme (qui la définit à l'échelle internationale en fonction de ses propres perspectives)

--- **la dépendance extérieure commerciale et financière...**

-la *dépendance commerciale*, qui se traduit de deux manières :

. le « poids relatif » dans les échanges : l'essentiel du commerce des PSD se fait avec les pays développés (dans les années 60, le commerce entre PVD représentait 20 % de leurs échanges totaux ; 80 % des échanges des pays développés se fait entre pays développés)

. la structure des échanges : les PSD exportent des produits de base minéraux ou agricoles et importent des produits manufacturés de plus forte valeur ajoutée

-la *dépendance financière* : par ex. :

« Les investissements de capitaux étrangers dans les pays sous développés engendrent un flux inverse de transfert des profits (...) Avec des taux moyens de rémunération du capital qui sont de 15-20%, le reflux des profits ne tarde pas à l'emporter sur le flux des investissements et, à partir d'un certain niveau de « mise en valeur », la balance des paiements extérieurs se retourne » (S. Amin, 1968)

« **L'art du développement économique** – » (S. Amin) (le choix d'une stratégie et d'un mode de développement) **consiste donc** à agir, si possible de façon planifiée, sur ces causes et symptômes ; une politique de développement se fixe donc comme objectif « la liquidation des caractéristiques du sous-développement » (S. Amin)

(si l'on reprend ici les trois éléments précédents : une politique de développement économique vise à ... :

-- **construire une économie nationale homogène** :

-transfert progressif de la population active de secteurs à faible productivité vers ceux à forte productivité : *déplacer le centre de gravité de l'économie*, ce qui se traduit concrètement ds bien des cas par une priorité à *l'industrialisation* ;

-*améliorer la productivité* dans les secteurs à faible productivité par tête : en cherchant par ex. à mécaniser l'agriculture de subsistance, ou par une « révolution verte »

--**construire un système économique intégré** : assurer à l'économie nationale la cohésion d'ensemble qui lui manque, par exemple en créant des « pôles de développement » (ensembles industriels intégrés ; ex. un barrage + usine de traitement de l'alumine +); ou en essayant de développer des industries de transformation des produits agricoles (ex. : textile, à partir du coton local)

-- **s'émanciper de la dépendance** (mise en place de « structures autodynamiques »):

. par la transformation des structures ou le contrôle du commerce extérieur ;

C'est aussi dans ce sens qu'il faut comprendre le slogan des années 60 : « trade not aid » (aider les PVD c'est favoriser les échanges et leur permettre d'en vivre)

. par une politique de répartition du revenu, des salaires, de régulation des prix et du rapport entre prix agricoles et prix industriels

. en fixant la part relative de l'autofinancement : privé / public // apport extérieur et

« aide internationale »

Concrètement, dans de nombreux cas, les PVD (surtout en Afrique) ont choisi un « modèle rentier de croissance et de développement » :

Dans sa forme « standard » initiale (des années 1960 aux années 80) le modèle rentier de croissance repose d'abord sur *l'exportation de produits agricoles ou minéraux*. L'état, qui régule les conditions de l'activité, s'efforce aussi d'en contrôler la production et la commercialisation pour capter une partie de la richesse ainsi créée.

Cela se traduit notamment par la création d'organismes publics ou d'offices nationaux, comme les « marketing boards » kenyans ou la « Caistab » (caisse de stabilisation) du cacao ivoirien (aujourd'hui disparus). Ces organismes paient un prix garanti aux producteurs mais engrangent les plus-values quand les cours sont élevés. L'état dispose en outre de tout un arsenal de prélèvements sur les revenus de l'agriculture d'exportation (impôts, licences d'exportation), ou ceux de l'extraction minière.

Une partie de ces ressources est affectée à des opérations d'aménagement animées par l'état, réinvestissement partiel visant surtout à promouvoir l'industrie et la création d'infrastructures (on retrouve ici l'idée de construction d'une économie nationale homogène et mieux intégrée).

Une partie de ces revenus permet aussi de développer une administration publique (fonctionnaires et employés des multiples sociétés publiques ou parapubliques)... souvent surabondante. Cela résulte de la nécessité d'édifier l'appareil du pouvoir, mais aussi de considérations politiques : les gouvernements ont cherché à élargir leur base sociale en facilitant l'émergence de couches moyennes citadines redevables de leur position ou de leur aisance (relative) aux dirigeants en place.

Une autre part encore « se perd dans les tuyaux », mais pas pour tout le monde (fût un temps par ex. où les revenus du pétrole camerounais étaient placés à l'étranger, enrichissant les hauts dirigeants et qq financiers).

Ce mode de croissance et de développement a porté ses fruits tant les prix des matières premières ont été soutenus. On a ainsi vanté dans les années 1970 le « miracle économique ivoirien » (triplément du PIB en 20 ans), fondé sur les cultures d'exportation (café, cacao) et le « développement industriel le plus avancé d'Afrique » (occidentale), tout en relevant sa fragilité.

2. très vite, des questions ... : l'enrichissement du concept (vers l'idée d'un « développement intégral » et « local »)

Les années 1960-1975 passent pour la « période faste » du développement : foisonnement d'idées, d'initiatives, de réalisations ; mais aussi de remises en cause de quelques présupposés

développement et croissance économique sont –ils synonymes ?... (développement économique, développement humain ou intégral)

Jusqu'au début des années soixante), on a eu tendance à assimiler croissance et développement : cette conception est très tôt remise en cause par certains économistes :

Le développement *économique* ne se limite pas à l'augmentation de grandeurs comptables :

il implique des changements structurels qui touchent aussi bien la manière dont est produit le revenu que le revenu lui-même ; il n'y a pas de développement sans que se constituent un marché intérieur, un système financier cohérent ; il n'y a pas de développement sans évolution durable de la structure économique ; il n'y pas de

développement si les institutions juridiques, sociales n'accompagnent pas le mouvement ...
(il pourrait donc y avoir croissance sans que cela s'accompagne d'un réel développement ...)

Et ce d'autant plus que la grandeur comptable qui sert d'indicateur synthétique de l'état de développement est loin d'être parfaite (Glossaire page 6) :

-les modes de calcul du revenu par tête ou PIB /hab. présentent des « *imperfections techniques* » (par ex., il prend pas en compte l'autoconsommation et n'évalue pas « l'économie informelle »)

- surtout, il **ne dit rien des disparités de revenus** ; comme l'avait bien vu le Père Lebreton :

« la croissance exprimée en augmentation du revenu national par habitant peut masquer un enrichissement des plus riches et un appauvrissement et une régression des plus pauvres : il n'y a pas eu développement. Il n'y a pas développement sans croissance du niveau de vie et de la valeur humaine de couches massives et déprimées de la population » (dans « *Suicide ou survie de l'Occident* », ed. ouvrières ; 1958, p.273)

Le développement, doit donc se solder par « *la croissance du niveau de vie et de la valeur humaine* » de l'ensemble d'une population.

C'est une réponse claire à la question de la finalité du développement : si le développement (économique) est un processus durable, quel est donc son objectif ou son objet ? quel est son centre d'intérêt principal ? Ce ne peut être que l'homme, en tant que personne et acteur social. (comme dit F. Perroux, grand économiste français : « *le développement de tout l'homme et de tous les hommes* »)

C'est aussi une bonne question : si le développement passe par un accroissement de la richesse collective... quelle est alors la relation entre cet accroissement et la *répartition* de cette richesse ? (qu'est-ce que le développement sans progrès de la justice redistributive ?)

Pour F. Perroux, le développement c'est « *la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel* » ; (donc :)

...une politique de développement, (le choix d'un mode de ... une lutte contre le sous-développement ...) doit intégrer ces changements sociaux, à commencer par ceux qui satisfont les besoins élémentaires :: « *nourrir les hommes, soigner les hommes, instruire les hommes* »

...formuler les choses ainsi, c'est dire aussi que le développement humain est en retour facteur de croissance, puisque toute croissance met en jeu des ressources humaines ...

Cette « boucle » est parfaitement illustrée par l'éducation :

« *un élément essentiel du capital nécessaire au développement est le savoir des hommes* » (l'économiste R. Gendarme, 1973 ; qui ajoutait d'ailleurs : « dans de nombreux cas, l'éducation du peuple doit être placée avant la « kyrielle » d'ornements dont les nations industrielles aiment à parer les nations pauvres » ; ces réalisations de prestige (grands barrages et autres), « mises aussitôt sous vitrine, (...) s'insèrent rarement dans l'économie considérée » (...)

Le développement englobe et soutient la croissance ; la croissance permet un certain développement ; mais l'une est plutôt le moyen, et l'autre la fin.

Le sens de « développement » a donc peu à peu glissé pour se dégager de celui de la croissance et désigner une réalité plus globale et « plus humaine ».

Pour prendre la mesure de ce développement humain, les économistes ont donc eu assez vite recours à de longues listes de critères partiels, empruntés au plus grand nombre d'aspects du mode de vie : indices démographiques (Evo, mortalité, ...), de consommation

(ration calorique journalière par tête, part du budget consacrée à l'alimentation,), d'instruction (% d'illettrés), etc ... pas faciles à combiner.

La mesure *synthétique* du degré de développement humain est apparue plus récemment : c'est l'*IDH* qui combine une estimation du pouvoir d'achat, de l'Espérance de vie et de la mortalité infantile (glossaire pp 6-7). Repose sur l'idée (Amartya Sen) que la mesure du développement peut se ramener à une (ou deux) question cruciale : « est-ce que au bout du compte, les gens sont moins soumis à la maladie et à la mort ? est-ce qu'ils peuvent mieux maîtriser leur destin ? »

le développement des peuples peut-il se faire sans eux ?

Cette autre question, en partie liée à la précédente, a très vite surgi dans les années 1960 : elle se pose à plusieurs « niveaux » :

--Sans eux, c'est-à-dire sans que les pays concernés aient toute latitude pour choisir collectivement leurs orientations, et définir leurs priorités ?

Le développement consisterait-t-il seulement à reproduire le mode de croissance et de consommation des pays les plus riches ? Passe-t-il par un chemin unique ?

Ou bien ...

...La grande « variété des types de sous-développement » souligne la nécessité « de concevoir et de recourir à des plans de développement différenciés et non à des plans standards que des *missi dominici* vont vendre un peu partout dans le monde (...) *L'économie sous-développée a besoin de plans sur mesures*, elle n'a que faire de plans de confection, même retouchés » (R. Gendarme, 1973)

(soit dit en passant, l'une des critiques adressées au PIB /hab. c'est aussi « qu'il fait abstraction de l'échelle des valeurs d'une société » :le « bien être » ou la richesse ne sont pas seulement ou nécessairement synonymes d'accumulation de biens)

--Sans eux, c'est-à-dire sans implication de l'ensemble de la population :

«L'aspect psychologique revêt autant d'importance que l'aspect économique (...) *Un pays se développe s'il croit à son propre développement. Cette adhésion et cette volonté des masses sont indispensables* » (ibid)

Ce qui pose de redoutables questions : comment diffuser la « mystique du développement » ? par l'éducation et/ou la propagande ? par l'instruction et/ou le contrôle des médias ? par le développement des formes associatives et coopératives et/ou par le parti unique ?

--Sans eux, c'est-à-dire sans prendre en compte au niveau le plus concret, le plus quotidien, ce que les gens sont : la manière dont ils perçoivent, sentent, pensent, conçoivent les choses ?

« L'économisme » de notre conception du développement (ou des modes de) n'est-il pas simplificateur et inadapté ? A ne considérer les gens que comme « facteurs de production » ou comme « agents économiques » n'oublions nous pas quelques faits culturels essentiels ? N'est-ce pas s'exposer à des déconvenues ?

D'ailleurs, pourquoi bon nombre de nos programmes d'aide au développement rural échouent-ils lamentablement ? Sur ce point, constats d'experts et expériences des hommes de terrain se rejoignent :

« Agir pour le développement n'est pas une affaire simple. Il ne suffit pas d'apporter des outils agraires perfectionnés pour qu'une ferme se mette à produire. Il ne suffit pas de construire une salle de classe pour les garçons et les filles échappent à l'analphabétisme... Qui saura utiliser et entretenir le matériel ? comment sera vendue la production, et à quel prix ? qui saura gérer l'exploitation ? Et pour la salle de classe, qui paiera durablement l'instituteur ? Les parents pourront –ils envoyer leurs enfants, et surtout les filles, à l'école ? ... Cela se complique quand il faut pérenniser un mode de financement autonome, surmonter l'hostilité d'une tradition à tout changement, mobiliser un milieu social réprimé, favoriser une minorité ethnique persécutée, contraindre les intérêts d'une industrie qui cherche à s'approprier des ressources indispensables à la vie d'une région »...

Th. Brésillon ' *stratégies pour des dynamiques sociales*' in FDM n° 170-171, oct-nov. 2001, p.21

« On a longtemps cru qu'il suffisait d'appliquer des modèles agronomiques éprouvés dans les pays avancés pour augmenter d'un seul coup la production agricole » (R. Pourtier). « L'expérience a montré que ces modèles ne s'exportaient pas tels quels. L'écologie ne s'y prête pas et moins encore l'environnement humain. Beaucoup de projets ont échoué pour avoir oublié que l'acteur du développement n'est pas un banal 'facteur de production', mais un homme ou femme, dans un contexte spécifique de savoirs, de valeurs, d'*habitus*, (de rapports au temps et à l'espace, etc) ... »

R. Pourtier, géographe

Dans ce domaine, on pourrait soutenir que le CCFD a très tôt visé juste en avançant ses idées de partenariat et d'opérations de développement local.

3. Une crise du développement : remise en question de l'idée et de la chose

Les années 1980-90 sont souvent présentées comme une « ère de doute et de remise en cause ». Dans un contexte profondément changé (fin des « trente glorieuses » et « crise » économique à l'ouest, disparition du « bloc de l'Est » ...), le développement est mis en question.

(D'abord parce que)

vingt ou trente ans de « développement » ont engendré des résultats globalement décevants et très disparates :

... *décevants* : en 1990 (source PNUD) : 23 % de la pop. mondiale jouit de 85 % du revenu mondial ; le rapport n'était que 30 /70 en 1970 ;

René Valette (président du CCFD 1988-1993) avance que l'ampleur de la désillusion peut se lire dans la différence de tonalité qui émane des deux encycliques sur le développement, à 20 ans d'écart ; l'optimisme de « *Popularum progressio* » (1967) contraste avec l'inquiétude qui sourd de « *Sollicitudo rei socialis* »(1987) : 24 pages alarmantes sur l'état des pays pauvres, les aspects positifs étant ramassés sur 4 pages.

...*disparates* : il suffit de comparer quelques cas pour s'en aviser :

. d'un côté, le rattrapage d'une partie de l'Asie (les « dragons » - Corée du sud, Singapour, Taïwan-) qui réalisent un « développement » à la mode de jadis : industrialisation, élévation du PIB / tête et du niveau de vie moyen ;

. de l'autre, la situation pitoyable d'une partie de l'Afrique (« la décennie perdue » du développement)

Dans ces conditions, on parle de plus en plus des tiers mondes, au pluriel ; plus souvent l'expression « pays du sud » / « pays du Nord » (d'apparence plus neutre) tend à se substituer aux termes « tiers monde » et « pays sous-développés ». L'ensemble des « pays sous-développés » (ou en voie de développement) se décline désormais en catégories dont la plus mal lotie est celle des « pays moins avancés » (*glossaire*)

Dans ces conditions il devient aussi très difficile de penser en termes identiques la question du développement en Afrique, en Asie des Moussons, etc.

Crise des « modèles » et crise des théories :

Les diverses théories d'explication globales ont montré leurs limites. Cela ne veut pas dire qu'elles se valent toutes ou qu'elles furent inutiles mais force est de reconnaître que les politiques nées de ces théories furent loin de donner les fruits escomptés

« Crise bien gênante » souligne René Valette, car « si l'on n'est plus sûr des causes de la pauvreté, ou en tout cas de leur hiérarchie, il n'est pas aisé de proposer des remèdes » (FDM, n°170-171, oct-nov.2001, p.41)

Crise des « modèles » aussi au sens où les pays qui avaient un temps constitué des repères, des balises (dans des registres différents : Tanzanie, Cuba, Chine ; Côte d'Ivoire...) ont perdu leur valeur exemplaire.

Au même moment, l'économie du développement voit la renaissance du courant libéral (B. Balassa ; P. Bauer ; I. Little...), qui :

- critique les théories de la domination ou le « pillage » du tiers monde (au prétexte par ex. que la minorité des pays riches produit elle même la majorité de ce qu'elle consomme, ce qui est vrai, ou que le sous développement a des causes purement internes, ce qui n'est pas entièrement faux)

- professe un retour aux vues les plus classiques, qui sonne comme un « revival » sinon comme une retour en arrière : « jusqu'en 1945, on se contentait de penser que le laisser faire devait permettre aux colonies de se développer comme l'avaient fait les métropoles (...) La théorie des avantages comparatifs et de la spécialisation internationale étaient considérées comme naturelle et souhaitable » (S. Amin)

Ces façons de voir vont trouver un écho considérable auprès des Institutions financières internationales, qui vont avoir l'occasion d'en développer les applications. En effet, les années 80 voient, dans beaucoup de pays ...

...La fin du modèle rentier de croissance économique et de développement et ses conséquences : la dette et les PAS

Pendant un certain temps, le « modèle rentier de croissance » a semblé porté ses fruits. La flambée des prix des matières premières dans les années 1970 procurait des revenus substantiels ; les caisses se remplissaient, les investissements n'étaient pas oubliés, les dirigeants redistribuaient, etc.

Les choses ont basculé après 1978-1980 : la base agricole ou minière s'affaiblit (baisse des cours, dérégulation des marchés, dégradation des termes de l'échange) alors que l'industrialisation peine à se mettre en place. Les mêmes années voient le tarissement des financements extérieurs privés. *Le système d'accumulation et de redistribution des ressources nationales s'en est trouvé vite compromis.* Nombre de pays se trouvent confrontés à un déficit structurel du commerce extérieur, mais aussi au déséquilibre du

budget de l'Etat. Certains, qui s'étaient endettés pour financer leur croissance et la réalisation de grands projets d'équipement, ont continué à emprunter pour tenter de compenser la baisse de leurs ressources d'exportation ou simplement continuer de fonctionner.

Acceptable en bonne conjoncture, l'endettement devient pesant en temps de crise. Soumis aux pressions des groupes de créanciers et des « bailleurs de fonds internationaux », lesdits pays ont du accepter des « plans d'ajustement structurels ».

Les PAS sont ces mesures imposées par le FMI et la BM dans les pays endettés en vue de rétablir les grands équilibres économiques et susciter une relance. Ils font la part belle à des mesures de « stabilisation » (discipline budgétaire) et à des « réformes structurelles d'inspiration néolibérale (orientation des dépenses publiques vers la croissance économique, libéralisation des marchés financiers et du commerce, privatisation...)

De façon plus générale, la logique des IFI se fonde sur quelques propositions implicites ou explicites qui relèvent de la *même inspiration néolibérale* (« le consensus de Washington ») :

- . il n'y a pas de différence de nature entre économie des pays en voie de développement et économie des pays industriels ;
- . il n'y a pas de problèmes de développement, seulement un problème de croissance
- . la croissance seule viendra à bout de la pauvreté
- . la croissance est freinée par les politiques interventionnistes des états qui sont susceptibles de freiner les investissements directs et les exportations ;
- . l'entrée sur le marché mondial doit générer de la « croissance saine », induite par les exportations (et du « développement ») ;
- . il convient donc d'éliminer tout ce qui gêne cette entrée sur le marché mondial des biens et services : protections douanières, subventions, organismes d'état, (d'ailleurs plus ou moins efficaces et rarement rentables), etc.

Assertions qui sont en tout ou partie discutables. Par exemple :

- .l 'idée d'une croissance induite par les exportations « n'est pas absurde » mais c'est un type de développement risqué ; et soumis à la redéfinition des règles du commerce extérieur ;
- .le développement par les exportations n'est pensable que si en même temps se développe le marché intérieur (synergies entre secteur exportateur/ secteur domestique)

Au fond, l'ajustement tend à nier la spécificité des pays pauvres, ou ne veut pas la voir :

- Il surestime la capacité de redressement d'économies largement « informelles » ¹
- en transposant sans nuance des façons de produire ou de fournir différents services de base qui sont celles des pays riches dans des pays où le revenu par tête est très différent, l'ajustement « diffère la recherche de solutions adaptées aux populations pauvres » (pour qu'elles disposent de biens et services de base à faible coût)

¹ Le secteur informel de l'économie regroupe une multitude d'activités qui n'entrent pas dans les classifications habituelles, ne relèvent pas du secteur « formel » représenté par les entreprises modernes ou patentées ; elles échappent aux saisies statistiques mais font vivre une bonne partie des populations urbaines. L'artisanat de « récupération » offre par exemple toute une gamme d'activités pas toujours « déclarées » (recyclage de pneus et chambres à air, transformation des fûts et bidons...); de même toute une kyrielle d'activités que nous qualifierions de « tertiaires » : marchands ambulants et vendeurs occasionnels, au détail ou micro-détail, coiffeurs de rue, etc. Selon le B.I.T, plus de 60 % des emplois urbains en Afrique relèveraient de « l'informel »

argumentaire emprunté pour l'essentiel à Ph. Engelhard, économiste : « L'Afrique, miroir du monde ; plaidoyer pour une nouvelle économie » ; ed. Arléa, 1999 ; article sur le développement in FDM 170-171, oct.nov. 2001)

Les effets des PAS :

Ils sont bien connus (et dénoncés par *les affiches CCFD* des années 2000) et ne vont guère dans le sens d'un « développement humain » ou « intégral » tel que l'imaginaient ou le souhaitaient bien des esprits, savants ou non :
pour mémoire (non exhaustif, en Afrique) :

--Austérité budgétaire et la liquidation des entreprises publiques non rentables sont porteurs de nombreuses injustices :

remet en cause les conditions de fourniture d' un certain nombre de services (santé primaire, éducation de base, desserte en eau potable et en électricité) Les privatisations, en privilégiant la solvabilité sur la solidarité, laissent sur la touche des milliers d'individus (exemple de l'eau potable ; *affiche CCFD 2006*)

-- affaiblissement de l'état :

...Parce que un état qui n'est plus maître de sa politique économique (appliquant des politiques dictées par l'extérieur) perd une partie de sa souveraineté ;

...Parce que le démantèlement de l'appareil étatique (très pesant en Afrique, mais pour des raisons qui n'étaient pas forcément illégitimes) le prive d'une partie de ses moyens d'action.

--Instabilité politique :

. l'affaiblissement de l'état ouvre le champ à toutes les revendications politiques et économiques et « à la montée de contre pouvoirs concurrents » (nouveaux acteurs issus de la privatisation par ex)

. développement de tendances centrifuges et montée contestations internes, avivée par le fait que le pouvoir en Afrique s'appuie toujours plus ou moins sur une partie de la population, une « clientèle » dont les « privilèges » suscitent l'animosité des autres groupes sociaux ou ethnies

-- effets induits : développement des formes diverses de « déviances »

. la « débrouille » des petites gens pour survivre ...

. l'apparition de mafias et réseaux illicites ; pour certains groupe qui visent d'abord mettre la main sur une ou des ressources du pays en s'abritant derrière « le faux nez » de l'émancipation d'une ethnie ou de la « contestation démocratique » du régime en place, la guerre peut être plus rentable que la paix

. la « criminalisation des états » ... Un chef d'état ne peut pas tailler dans certaines dépenses sous peine de compromettre sa survie politique ; pour continuer à assurer la « fonction patrimoniale » de l'état (JF Médard), le pouvoir en place ne recule pas devant les malversations

4. Relectures récentes de l'idée et des modes de développement : nouveaux enrichissements et relance ?

Pendant la même période (années 1980-90), l'idée de développement a subi d'autres assauts, ou d'autres interrogations, venus d'autres horizons, mais qui ont abouti le plus souvent à son enrichissement, et suscité des orientations nouvelles.

Le développement : un concept trop chargé d'idéologie, un moyen de domination contestable (et contesté) ?

(pour un certain nombre de tenants de la pensée moderne, critique) ;

Le développement serait une vision du monde élaborée par les pays du Nord, d'inspiration humaniste : un avatar de la « mission civilisatrice » de l'Occident, qui se perpétue sous des formes différentes tout au long du XX^e siècle (en particulier dans les institutions internationales : SDN, GATT, ONU ...)

Dès l'origine, ce sont les Occidentaux qui imaginent que toutes les sociétés suivant la même voie et aspirent à une même modernité ...

Sous ce manteau, « ethnocentriste » mais somme toute honorable, circulent une marchandise qui s'avère contestable à l'examen ... Non seulement parce qu'il recouvre des rapports inégaux, mais parce qu'il sert de « cheval de Troie » à l'occidentalisation du monde. On reconnaît là une partie de la critique d'un Serge Latouche qui dès les années 1980 soulignait deux ou trois points :

- le développement charrie un modèle de civilisation *qui écrase la 'biodiversité culturelle' de la planète*, (la diversité des formes d'organisation sociale)
- il se confond trop volontiers avec « l'aspiration au *modèle de consommation occidentale*, au statut lié à ce mode de vie (...) Le quantitatif détruit le qualitatif, il normalise ».
- l'extension à l'ensemble du monde des modèles de consommation occidentaux est inconcevable faute de ressources suffisantes ... on voit poindre ici la question de la « durabilité »...

S Latouche : « Faut-il refuser le développement » PUF 1986 et « L'Occidentalisation du monde » 1989

F. Partant : « la fin du développement » La découverte 1982 ; Babel Actes Sud 1997

Le développement durable n'a pas trouvé grâce non plus aux yeux de ce courant critique (par exemple sous la plume de Gilbert Rist) :

- au mieux, c'est la « nouvelle croyance occidentale » (Gilbert Rist), proposée comme voie nouvelle vers le progrès, ou comme visée (dernier stade de développement, censé être le plus équitable et respectueux de la nature) ; au pire, c'est une « opération de camouflage » : sous un oxymore (c'est-à-dire l'association de deux termes antagonistes) se cache une manœuvre destinée à apaiser les craintes provoquées par les effets de la croissance économique pour empêcher sa radicale remise en cause ; ce que l'on veut en faire durer en réalité c'est bien le développement économique et non la capacité
- notre définition du développement reste fondée sur la manière dont un groupe restreint de personnes, experts, décideurs, se représente les conditions idéales de l'existence sociale
- vision qui permet aux occidentaux d'affirmer leur supériorité culturelle et d'étendre leur influence : c'est l'« écolonialisme » des pays du Nord ;

Gilbert Rist : « Le développement. Histoire d'une croyance occidentale » Presses de Sc. Po ; Paris, 1992 ; reed. 2001.
A rapprocher du n° du « Courrier de l'Unesco » en 2003 « La défense de l'environnement, stade ultime de l'impérialisme ? »

L'intérêt de ce genre de critiques c'est justement de relancer la réflexion ou la discussion sur le développement. Tout au moins de nous inciter à nous poser des questions. Par exemple : la « modernité occidentale », n'est pas aussi ce qui permet : augmentation de

l'espérance de vie, libération de la femme, allègement de la peine du travailleur ...L'aspiration à une vie digne et libre n'est-elle pas universelle ? Est-il complètement utopique de concevoir le développement comme la pleine réalisation d'une société donnée, ou l'accomplissement par cette société de son propre idéal ? (pour autant qu'elle puisse le définir elle-même, de façon consensuelle ?)

L'altermondialisme au secours d'une certaine idée du développement ?

Les mouvements contestataires de la « mondialisation libérale » (et de ses principaux relais : Fmi, BM, OMC, BIRD ...) ont vite abandonné son rejet pur et simple (antimondialisation) pour préférer le terme « altermondialisation », qui caractérise mieux leur visée (« un autre monde est possible »).² Ce mouvement altermondialiste, qui se veut le reflet de la « société civile » face aux puissances d'argent et aux décideurs néolibéraux, fédère des courants très différents, sinon hétérogènes, dont le CCFD n'est pas absent.³, parmi une foule d'autres ONG (dont OXFAM, et sa charte « vers l'équité globale »)

La Charte de principe du Forum social mondial de Porto Alegre définit les grandes lignes d'une sorte de « consensus de Porto Alegre » faisant le pendant au consensus de Washington ...

« Les alternatives proposées (...) visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation *solidaire* qui respecte les *droits* universels de l'homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de *toutes les nations*, et l'environnement »

Beaucoup de revendications tendent à reposer la question d'un développement intégral, sinon à remodeler l'idée qu'on peut se faire. Certaines découlent des thèmes fédérateurs de la contestation de l'ordre néolibéral, de la marchandisation du monde et des rapports humains : ils inspirent par exemple les actions en faveur d'un commerce éthique et d'une économie solidaire.

Le refus de l'injustice sociale passe par la défense des droits des travailleurs dans le monde entier, et celle des populations paysannes particulièrement fragilisées par la mondialisation

L'aide aux pays en développement est aussi un grand thème de ralliement, par delà les clivages politiques : le rééquilibrage des rapports commerciaux, l'annulation de la dette, l'augmentation de la dette publique au développement (qui reste inférieure au 0,7% du PIB initialement prévu ...) sont à l'ordre du jour...

de l'écodéveloppement au développement durable

La prise de conscience progressive de l'impossibilité pour nos modes de vie de perdurer sur le long terme a été progressive : elle s'enracine dans les années 1970 (la définition commentée du *glossaire* en restitue la trajectoire) et elle n'est pas dépourvue de connections avec ce qui précède.

² Et ce n'est pas plus mal, puisque la mondialisation est inévitable. Ce terme désignant les interdépendances multiples qui naissent de l'internationalisation des flux financiers et commerciaux, mais aussi des liens sociaux et culturels (liés à des développements technologiques par exemple : internet, ...)

³ « Le CCFD est, depuis 2001, très engagé dans la dynamique des Forums sociaux, aux côtés de ses partenaires. L'initiative des premières rencontres de Porto Alegre (Brésil) revient pour une large part à plusieurs de ses partenaires brésiliens. etc ». JP Rivière, in « form'actifs » hors série, sept. 2007, p.9

Le « *développement durable* » ou « *soutenable* » (1987, rapport Brundtland) se définit comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (la terre ne nous appartient pas : « elle est la propriété de ceux qui nous suivront, pour autant que nous la laissons dans un état satisfaisant »).

Le « *sustainable development* » se propose donc de concilier développement économique, préoccupation écologique, et progrès social (*glossaire*).

Car la notion de durabilité, en principe, n'est *pas purement écologique* : elle est aussi *sociale*, dans le constat des faits (persistance des inégalités entre les pays, au sein des pays) comme dans son projet (le rapport Brundtland souhaite accorder une priorité « aux plus démunis »).

Dans la pratique, le discours sur la durabilité délaisse souvent la globalité originelle du concept et se conjugue sur un mode sectoriel (agriculture durable ...etc) ; au détriment de sa portée sociopolitique.

Certains, *refusant le principe même d'un développement*, proposent en lieu et place le concept de *décroissance soutenable* (*glossaire*)

(se préparer à la raréfaction des ressources en changeant nos modes de vie individuels et collectifs, à commencer par un moindre recours à l'économie marchande. Les principes de « simplicité volontaire » et de « sobriété heureuse » anticipent la construction de l'après développement, qui privilégie la proximité et la qualité des relations, les comportements écologiques et la « joie de vivre »)

A l'évidence, ces développements nouveaux doivent être pris en compte dans notre relecture du développement (concept, modes)

« Le développement durable entendu dans son sens initial –enrichi par le principe de simplicité volontaire- amène à se poser la question du legs confié à nos descendants » (...) Le CCFD lui même s'intéresse à des réflexions comme celle présentée par Patrick Viveret dans son rapport « *reconsidérer la richesse* » (...) qui propose des manières différentes de penser la richesse dans lesquelles une place importante est accordée à des activités hors du champ économique et monétaire » JP Rivière (form'actifs, op cit ; p 9)

P. Viveret « *reconsidérer la richesse* » ed. de l'Aube, 2004, rapport remis en 2002 au secrétaire d'état à l'économie solidaire

5. Aujourd'hui : « Le développement : une idée dépassée ? ou une idée qui n'est pas encore passée » ?

Le développement a-t-il encore un avenir ? ou bien faut-il songer à « autre chose » ? Deux attitudes sont en effet possibles : jeter le bébé avec l'eau du bain, ou recreuser l'affaire. Le CCFD a plutôt choisi la seconde option :

.« Nous devons réhabiliter le concept de développement »

(Ph. Engelhart : « *plaidoyer pour une 'révolution copernicienne'* » FDM, 170-171, oct-nov.2001)

. « Les partenaires du CCFD en (continuant à utiliser le) (utilisant)le mot développement nous invitent à revisiter son contenu » (« Form'actifs » HS sept.2007 ; p. 13) ...

Revoir le mot, l'idée et la chose ...dans toute leur complexité, en se gardant des idées simples ;et en prenant en compte la diversité des regards : « *Il n'y a pas de prêt à porter du développement* » (Chènet Jean Baptiste)

« chaque contexte est différent. La mécanique sociale qui produit le sous-développement est composée d'éléments très disparates : la culture, les savoir faire,

l'accès aux ressources, les relations sociales, le contexte politique, le fonctionnement de l'économie locale (...). Le but d'une action pour le développement dès lors est de trouver les leviers qui permettent d'agir sur toutes les dimensions en cause à la fois »
(Th. Brésillon ; FDM, n°170-171 ; 2001)

Revoir le mot, au risque d'avoir le sentiment que tout a déjà été dit, et que le combat s'inscrit décidément dans la longue durée ...

(cf. la boutade de Théodore Monod sur le Christianisme... « c'est une idée neuve ... on n' a encore jamais vraiment essayé »)

(On peut considérer que :)

« le modèle de développement basé sur la toute-puissance de la croissance économique a vécu », mais le développement n'est sans doute pas séparable de la croissance des capacités productives

Une conception large du développement économique paraît n'avoir rien perdu de sa pertinence :

« Il y a développement économique, et non seulement croissance, si les économies se diversifient et se complexifient et quand s'opèrent des synergies entre les régions, les secteurs, les filières et les firmes, entre le marché intérieur et le secteur des exportations. Tirée par une demande globale en expansion, ainsi que par une classe moyenne élargie, la productivité augmente ainsi que la croissance. Cette complexité croissante et génératrice d'emplois et, à plus long terme, de bien être partagé »

(Ph. Engelhart, 2001)

Cela dit, la croissance peut « servir de tuteur au développement » :

...L'IDH lui même intègre un indicateur de croissance, parce que son promoteur (Amartya Sen, économiste indien, prix Nobel 1998) considère qu'un certain nombre de privations sont directement liées à la faiblesse du revenu ...et qu' il est « plus facile de tabler sur la croissance économique que de ponctionner les riches » pour dégager les ressources nécessaires à l'amélioration de la santé et de la scolarisation.

... L'OMS souligne volontiers qu'en matière de santé les conditions et ressources préalables (...) « sont la paix, un abri, de la nourriture *et un revenu* »... « Toute amélioration du niveau de santé est nécessairement ancrée dans ces éléments de base » (rapport OMS 2003)

Ce qui n'est pas admissible, c'est de sacrifier le développement à la croissance (par exemple fermer une école pour réduire la dépense publique)

Mais ce développement économique doit en outre être durable (ou tendre vers la durabilité)

Les « pays du sud » regardent le développement durable avec circonspection et l'avènement d'un « nouvel ordre économique et écologique mondial » reste entravé par « les difficultés du dialogue nord-sud ». Il est difficile de s'entendre sur les objectifs de respect de l'environnement et les moyens de les financer

les « pays du sud », qui ont souvent d'autres priorités que l'environnement, posent comme préalable à des politiques de développement durable un commerce mondial plus équitable (et des solutions au problème de la dette).

Or, redéfinir les règles du commerce international apparaît à tous comme une « nécessité », mais tous l'entendent pas de la même manière ! (cf. discussion des APE, in : « FDM » de novembre 2007)

La question *concerne* pourtant ces « pays du sud » :

- le « mal développement » est aussi un pb environnemental (déforestation... extraction de minerais rares et pollution des eaux... pollution atmosphérique urbaine) ;
il n'a même jamais manqué d'exemples où l'intrusion de la « modernité » entraîne des dégâts fâcheux (effets indésirables de la « révolution verte »)
- les « pays du sud » sont aujourd'hui porteurs de risques planétaires liés à une croissance industrielle « extensive » (ex : recours massif au charbon en Chine et incidences sur « l'effet de serre »)

L'idée de développement reste de nature sociale (elle doit comporter nécessairement une large dimension sociale) :

...faute de quoi elle perd sa signification. « Il y a développement social si chacun voit ses conditions de vie et son niveau de vie s'améliorer, donc si les fruits du développement et de la croissance bénéficient au plus grand nombre » (Ph. Engelhart)

L'amélioration des conditions de vie reste un principe essentiel, porteur de gros enjeux, tels que :

--Faire en sorte que les populations subviennent à leurs **besoins essentiels** (notamment en Afrique, encore très préoccupée par sa sécurité alimentaire). **La lutte contre la faim n'a rien d'obsolète** (voir dans le **glossaire** : *malnutrition* ; en Afrique subsaharienne, 1/3 de la population connaît « un statut nutritionnel précaire » ; dans le monde, d'après l'OMS, « 60% des 11 Mn annuels de décès d'enfants dans les pays en développement sont associés à la malnutrition »)

-- **La formation reste un autre impératif** :

L 'instruction (et d'autres modes de formation) reste(nt) le premier moyen de se construire en tant qu'individu et s'ouvrir aux réalités sociales ; avec les effets induits que cela comporte (s'exprimer, ou exprimer ses problèmes, et les gérer ; prendre conscience de son rôle dans la société...)

C'est d'autant plus nécessaire que le développement est le fait des populations qui se prennent **en charge elles mêmes** : « on ne développe pas quelqu'un. Il se développe lui même » (René Segbénou, sociologue béninois).

Le développement (économique et social) est difficilement pensable sans envisager la dimension politique du développement :

Le lien entre développement et situation politique est sans doute compliqué mais avéré (et on ne fait pas seulement allusion ici à la corruption des élites ...) Par exemple, il existe un lien fort et évident entre famine et insécurité ou guerre civile (donc « logiques de prédation dirigées contre les populations civiles par des mouvements armés qui s'affrontent pour la conquête du pouvoir... » (glossaire : crise

alimentaire et famine). Plus généralement, Amartya Sen, dans ses travaux, a démontré l'existence d'un lien entre *absence de démocratie et persistance des famines*⁴.

Se développer c'est « bâtir une société civile durable » et « organisée » où les droits fondamentaux et les droits civiques sont respectés ; *beaucoup de partenaires du CCFD nous entraînent sur ce terrain là :*

« Le processus démocratique est un préalable indispensable pour faire évoluer la situation. Ce processus doit s'appuyer sur le tissu associatif qui est une force d'interpellation et de mobilisation »

Saïd Tbel (partenaire marocain cité dans « form'actifs »)

« Le développement politique permet à chacun de participer aux décisions qui le concernent, de prendre conscience de l'intérêt commun et d'œuvrer dans le sens de ce dernier » (Ph. Engelhard)

Inversement, le développement (l'action pour) *peut être un facteur* d'évolution politique ...

« Lorsque le CCFD soutient des initiatives, cela contribue à construire une espérance. Cela a beaucoup aidé Haïti à sortir de la dictature et à construire sa voie vers la démocratie »

Chènet Jean Baptiste

(militant des droits sociaux en Haïti, coordinateur du groupe de recherche et de réflexion de la commission épiscopale Justice et Paix)

Dans les pays de régime autoritaire ou « peu démocratique », où l' action pour le développement « est souvent l'art du contournement », *« parler de traction animale, d'assainissement urbain ou de commercialisation permet de modifier sans le dire les rapports entre la population et les autorités, de gagner des espaces d'organisation collective »*

(Th. Brésillon)

...« Nos petites expériences d'ONG ne résolvent rien à elles seules mais elles montrent qu'il est possible de faire autrement... »

Jean Pierre Leroy

(responsable de la FASE, coordinateur du Programme pour un Brésil durable et démocratique)

⁴ D'une part les famines (du XXème siècle) se sont produites dans les antiques royaumes *et* les sociétés autoritaires contemporaines, dans les communautés tribales primitives *et* les dictatures technocratiques modernes, dans les économies coloniales administrées *et* les pays d'indépendance récente gouvernés par leurs despotes nationaux ou des partis uniques.

D'autre part, ces famines n'ont jamais affligé d'états démocratiques, tenant des élections régulières, abritant des partis d'opposition critiques et des journaux qui peuvent enquêter librement puis contester les stratégies gouvernementales.

L'unipartisme et la censure médiatique sont des facteurs majeurs de la persistance des famines

Esquisse de conclusion

En somme, le discours sur le développement tend à souligner sa « dimension **holistique** » (c'est-à-dire considérer « les hommes et les femmes dans leur dimension globale »), **et plurielle** :

« Le développement passe à la fois par le social, le politique et l'économique et il ne peut exister que si ces trois dimensions se renforcent l'une l'autre. Les institutions financières, en oubliant le social, les tiers-mondistes, en oubliant l'économique, les économistes, en oubliant le politique se condamnent à l'inefficacité ».

Denis Clerc (FDM, n° 170-171, oct-nov.2001)

Il tend aussi plus que jamais à tisser un lien entre « **ici** » **et** « **là bas** », et souligner notre responsabilité individuelle et collective

La mondialisation (et les interactions qui s'ensuivent entre les consommateurs que nous sommes et les producteurs ailleurs en ce monde) et l'idée d'un développement durable (qui amène à envisager le legs confié à nos descendants) posent à chacun la question de ses *choix de vie* ...

G. Jovenet